

## **Jamais élections législatives n'ont revêtu une telle importance**

Les Français ont un nouveau Président de la République. A peine élu, force est de constater qu'il est mal élu.

Tout d'abord parce que cette élection présidentielle n'aura pas été le moment privilégié de débats que les Français étaient en droit d'attendre comme tous les cinq ans, et *a fortiori* en cette année 2017 où le président sortant ne se représentait pas, laissant le pays dans un état déplorable.

Ensuite parce que la campagne n'aura été qu'un perpétuel show médiatique dominé par des rebondissements dignes d'une mauvaise série américaine.

Enfin, parce qu'une nouvelle fois, les Français auront été conduits à choisir par défaut plus souvent guidés par le rejet et la peur que par l'espoir.

Cette élection présidentielle aura mis en exergue les divisions profondes de la société française: peuple des villes contre peuple des champs, adeptes de la mondialisation contre laisser pour compte de la globalisation, Européens convaincus contre souverainistes tentés par le repli identitaire, ...

Elle aura aussi acté un paradoxe ingérable avec d'une part un rejet grandissant par les Français de leur classe politique et d'autre part un intérêt très fort de ces mêmes Français pour la chose politique.

Ces différents constats obligent les responsables politiques pour l'avenir.

- Considérer que les résultats du premier tour de l'élection présidentielle reflète la réalité sociologico-politique de notre pays serait une erreur. Les choix des électeurs du premier tour sont le résultat de cette campagne atypique où le „dégagisme“ a été élevé en vertu. En clair, ils n'ont pas choisi par conviction comme ils le font en général au premier tour, ils ont éliminé pour des raisons diverses, ce qui explique le désarroi dans lequel s'est retrouvée une part non négligeable d'entre eux pour choisir le vainqueur au second tour.
- Amplifier le clivage créé par le second tour de cette présidentielle entre progressistes d'une part et adeptes d'un repli identitaire d'autre part pourrait s'avérer très dangereux à court et moyen termes. Vouloir anihiler près de 250 ans de concept gauche/droite en France peut se concevoir si on considère l'échec des partis traditionnels à réformer la France au cours des 40 dernières années. Mais ce faisant, le risque est grand d'ériger les partis populistes en seule variable d'opposition et donc en seule alternative crédible pour exercer le pouvoir en cas d'alternance.
- C'est pourquoi jamais élections législatives n'auront revêtu une telle importance dans l'histoire de la Vème République. La comparaison avec 1981 n'est pas pertinente puisqu'il s'agira en 2017 de corriger les effets d'une élection présidentielle conçue comme une suite de rejets et de choix par défaut. Il revient donc aux Français de décider de leur avenir, de tenter de tourner la page des peurs pour reprendre espoir dans un monde meilleur qui ne peut s'inscrire dans un repli mortifère de notre pays sur lui-même. Une France forte dans une Europe forte, tel est le sens d'une histoire positive que les électeurs français ont le pouvoir d'écrire pour eux et leurs enfants en faisant le choix de politiques courageuses permettant de retrouver une crédibilité

budgétaire, de libérer les verrous qui bloquent la croissance de nos entreprises, d'assurer la sécurité de nos concitoyens... Ce programme n'est naturellement pas celui du nouveau Président. C'est donc à une majorité de députés issus de la droite et du centre qu'il doit revenir demain de mener à bien les réformes dont la France a besoin.